EurAc Info

Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network

06 March 2017

Press Review

EU Foreign Policy

DRC/EU - Conclusions du Conseil sur la République démocratique du Congo, Council of the EU, 6 mars

1. L'Union européenne reste gravement préoccupée par la situation politique en République démocratique du Congo (RDC) provoquée par le blocage dans la mise en œuvre de l'accord politique inclusif du 31 décembre 2016, ainsi que par la situation sécuritaire dans plusieurs régions du pays, où un usage disproportionné de la force est observé. La situation est aggravée par une crise économique et budgétaire qui touche très durement la population.

2. L'UE salue l'accord du 31 décembre 2016 qui représente la seule voie pour asseoir la légitimité nécessaire aux institutions qui devraient gérer la transition, y compris celle de la présidence. Ni la disparition du leader de l'opposition Etienne Tshisekedi, ni la situation sécuritaire ne doivent offrir de prétexte pour remettre en question ce processus qui doit mener à une alternance démocratique et pacifique du pouvoir. Cet accord prévoit entre autre le maintien en fonction du Président pour autant qu'un Premier Ministre présenté par l'opposition soit nommé et que toutes les institutions soient assurées par intérim jusqu'à la fin de l'année. Il exclut par ailleurs le maintien du Président actuel au-delà de cette échéance. L'UE souligne l'urgence de la mise en œuvre effective de l'accord par toutes les parties prenantes, en particulier la majorité présidentielle, afin d'aboutir aux élections avant la fin de 2017 et donc à une pleine légitimité constitutionnelle. La récente nomination d'un nouveau président du Conseil des Sages du Rassemblement, qui également remplira la fonction de président du Conseil National de Suivi de l'Accord (CNSA), constitue dans ce sens un premier pas.

3. Dans ce cadre, l'UE réitère son plein soutien au rôle de médiation joué par la Conférence des évêques catholiques (CENCO), dont l'autorité morale, l'impartialité et la légitimité sont indispensables à la réussite du processus et sont reconnues par tous les acteurs congolais. Elle soutient les recommandations du message de l'assemblée plénière de la CENCO du 22 février 2017, et appelle la région et la communauté internationale à maintenir son engagement aux côtés de la CENCO. L'UE condamne les récentes violences contre des églises et autres institutions de la CENCO et rappelle que les responsables devront répondre de leurs actes.

4. La crise institutionnelle, sécuritaire et socio-économique profonde que traverse le pays ne peut être maitrisée que par une mise en œuvre intégrale de l'accord du 31 décembre 2016 et par la constitution d'un gouvernement disposant de suffisamment de légitimité pour mener le pays aux élections. Des avancées

concrètes sont impératives, en particulier la nomination urgente du Premier ministre issu du Rassemblement. Il est par ailleurs urgent d'assurer la mise en œuvre des mesures de décrispation telles que la libération des prisonniers politiques, la fin immédiate des maltraitances qu'ils subissent, la fin de l'intimidation et des arrestations arbitraires des opposants et activistes citoyens, et l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires politiquement motivées. L'UE observe que la participation des femmes au dialogue politique a été limitée et appelle à faciliter leur implication dans la mise en œuvre de l'accord.

5. L'UE souligne la responsabilité et le rôle crucial que doit jouer la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dans la mise en œuvre d'un processus électoral démocratique et crédible. A cet effet elle réitère son appel à des mesures supplémentaires en matière de transparence et de gouvernance de la CENI, ainsi qu'à la détermination en urgence d'un calendrier électoral et d'un budget réalistes et consensuels afin de tenir les élections avant la fin de 2017. L'UE invite l'Assemblée Nationale à adopter dans les plus brefs délais les mesures législatives nécessaires à la tenue des élections ainsi qu'à la mise en place du CNSA qui est appelé, dans ce contexte, à jouer un rôle essentiel de supervision de la CENI. Ces éléments, ainsi que l'engagement financier du futur gouvernement, sont de nature à favoriser la confiance qui permettra à l'UE et aux autres partenaires de mobiliser leur appui aux élections.

6. Le Conseil de sécurité des Nations unies renouvellera en mars le mandat de la MONUSCO. À cette occasion, la priorité sera de doter la mission des moyens nécessaires lui permettant de faire face aux nouveaux défis politiques et sécuritaires en veillant à renforcer le dispositif de protection des civils, et en fournissant un appui pertinent au processus électoral.

7. L'UE condamne vivement les violations graves des droits de l'Homme qui ont été commises récemment en RDC et rappelle que la lutte contre l'impunité, quels que soient les auteurs de ces violations, est l'une des conditions nécessaires pour une transition apaisée et une stabilisation durable du pays. Les droits de l'Homme et les libertés fondamentales doivent être pleinement garanties par les autorités, en particulier la liberté d'expression, y compris pour les médias indépendants, ainsi que la liberté d'association. L'UE considère essentiel à cet égard que le travail du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme en RDC (BCNUDH) puisse se dérouler sans entraves dans tout le pays.

8. L'UE déplore l'émergence de foyers de violence dans les trois provinces du Kasaï et au Kongo Central qui illustre les risques de dégradation accrue de la situation qu'encourt le pays. L'UE s'inquiète, comme les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, des informations récentes faisant état de violations graves des droits de l'Homme et du droit humanitaire commises par les milices locales dans les Kasaï, notamment le recrutement et l'utilisation illicite d'enfants soldats, ainsi que du meurtre de civils par des membres des forces de sécurité de la RDC, qui pourraient constituer des crimes de guerre au regard du droit international. L'UE s'associe à l'appel formulé par le Conseil de sécurité de l'ONU le 25 février 2017, demandant au gouvernement de la RDC d'ouvrir immédiatement une enquête crédible et impartiale sur ces faits, afin que les responsables en répondent devant la justice, et souhaite également qu'une enquête internationale indépendante puisse être invitée à soutenir ce processus.

9. L'UE est gravement préoccupée par la détérioration de la situation humanitaire dans plusieurs régions du pays et tient à souligner la primauté du respect des principes humanitaires et la nécessité de garantir l'accès aux populations affectées.

10. La situation à l'Est, dans les provinces du Kivu et dans le Tanganyika, reste également inquiétante tout comme les informations d'une éventuelle reprise des armes par les ex-rebelles du M23. L'UE rappelle la responsabilité des autorités congolaises et exhorte les FARDC - avec l'appui de MONUSCO - à mettre tout en œuvre pour protéger les populations. En ce qui concerne le M23, l'UE rappelle les engagements des déclarations de Nairobi de décembre 2013 ainsi que les principes énoncés dans l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région.

11. L'UE rappelle aux responsables politiques et aux membres des forces de sécurité qu'elle est disposée à adopter de nouvelles mesures restrictives individuelles contre ceux qui seraient responsables de graves violations des droits de l'Homme, inciteraient à la violence ou qui feraient obstacle à une sortie de crise

consensuelle, pacifique et respectueuse de l'aspiration du peuple congolais à élire ses représentants. L'UE invite la Haute représentante à initier un travail dans ce sens.

12. L'UE confirme sa disponibilité à engager dans les plus brefs délais un dialogue politique au plus haut niveau avec le futur gouvernement, conformément à l'article 8 de l'Accord de Cotonou. Elle est disposée à apporter son soutien, y compris financier, à un processus électoral qui remplirait toutes les conditions nécessaires. L'UE est aussi disposée à poursuivre son soutien à la population congolaise confrontée quotidiennement à de sérieuses difficultés socio-économiques et encourage la reprise du dialogue, de façon structurée, avec les institutions financières internationales, afin de trouver une solution durable à la crise économique et budgétaire actuelle.

DRC/EU - Une action immédiate est nécessaire pour garantir la transition démocratique en République démocratique du Congo, European Parliament, March 3

« La République démocratique du Congo (RDC) a plongée dans l'incertitude après la disparition de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, en pleines négociations politiques cruciales sur la mise en place d'une transition politique, destinée à sortir le pays pacifiquement de la crise provoquée par la fin du deuxième mandat de Kabila. Dans ce contexte, le président de la sous-commission des droits de l'homme (DROI) du Parlement européen a effectué la déclaration suivante.

Pier Antonio Panzeri (S&D, IT), président de la sous-commission des droits de l'homme (DROI), a exprimé ses vives inquiétudes sur les retards de la mise en œuvre de l'accord conclu le 31 décembre 2016 entre le gouvernement de Kabila et les forces d'opposition sur un régime de transition et l'organisation des élections en 2017. "J'appelle le gouvernement de M. Kabila et l'ensemble des forces d'opposition à entamer un dialogue constructif pour désigner au plus vite la personne qui présidera le Conseil de la transition dans le respect de l'accord du 31/12/2016".

Le président de la sous-commission des droits de l'homme ajoute "qu'il est temps de tourner la page des années de conflits, de massacres, de violations des droits de l'homme et de poursuivre le processus démocratique. La RDC a besoin de dirigeants et de forces vives de la société pour entamer le chemin vers un développement durable et pour construire le pays de façon à répondre aux besoins de la population de manière pacifique. Je crois aussi que l'UE doit utiliser son effet de levier et tous les moyens possibles, en particulier dans le cadre de l'accord de partenariat de Cotonou, pour accompagner la transition et pour s'assurer que la démocratie, la primauté du droit et le respect des droits humains soient garanties dans la phase de transition ainsi que dans la construction d'état de droit".

Le président conclue en soulignant que l'ONU, présente dans le pays avec la mission MANUSCO doit, dans le cadre de son mandat, agir avec plus de force et plus de détermination afin d'éviter que les fortes tensions sociales ne se transforment en guerre civile. Il est indispensable d'agir au plus vite pour assurer une transition gouvernée.

Le mandat de M. Kabila a expiré le 19 décembre 2016 et son maintien au pouvoir a provoqué des manifestations, réprimées par les forces de sécurité. »

DRC/EU

Central Africa – Great Lakes – African Union & other regional institutions

No major press coverage

Natural Resources - Conflict minerals

No major press coverage

DRC

Politics – Elections

TOP STORY - RDC: Bruno Tshibala exclu de l'UDPS, africanews, 4 mars // Congo opposition party expels top official in sign of infighting, euronews, March 4

"Democratic Republic of Congo's largest opposition party said it expelled one of its leaders on Saturday amid infighting that weakens its effort to force President Joseph Kabila to stick to a deal to step down after an election this year. The Union for Democracy and Social Progress (UDPS) said it dismissed deputy secretary-general Bruno Tshibala for contesting the designation of successors to veteran leader Etienne Tshisekedi, who died last month."

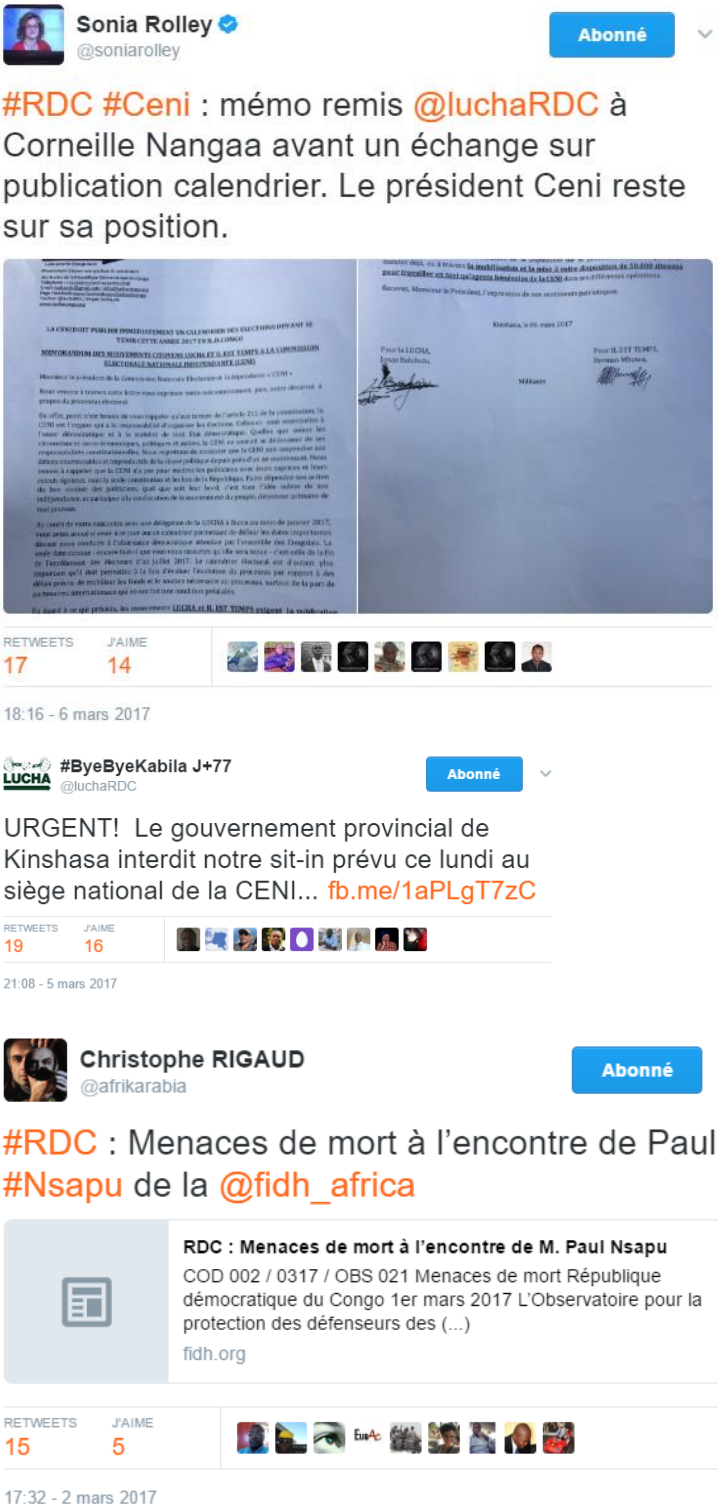
RDC-FRANCE : un combattant condamné pour « menaces de mort » contre Lambert Mende, Courrier International, 5 mars

TOP STORY - RDC: le "Rassemblement" éclate, BBC Afrique, 4 mars // Rassemblement de l'opposition en RDC: toujours pas d'accord sur la présidence, RFI, 5 mars

BBC : « Joseph Olenghankoy Mukundji a été élu par une frange qui a rejeté la désignation, depuis la veille, de Félix Tshisekedi au poste de président de la coalition.

M. Tsisekedi, fils du leader de l'opposition décédé le 1er février dernier à Bruxelles, avait été désigné en même temps que Pierre Lumbi, le président du MSR, élu président du Conseil des sages du "Rassemblement". »

New DRC opposition leader Félix Tshisekedi appeals for unity amidst criticism, africanews, March 5



Security

RDC: le général Semugeshi des FDLR se rend à la MONUSCO, radio okapi, 3 mars

RDC : 4 morts dans l'assaut sur Bundu Dia Kongo, BBC Afrique, 4 mars

TOP STORY - RDC 5 millions de dollars pour la crise humanitaire au Kasaï, Slate Afrique, 4 mars

« L'ONU a annoncé samedi avoir alloué 5 millions de dollars en faveur des personnes affectées par la crise humanitaire née de la rébellion qui secoue le Kasaï, dans le centre de la République démocratique du Congo (RDC), et a fait plus de 400 morts depuis septembre. »

Après celui des femmes, le viol des bébés se généralise en RDC, Le Temps, 6 mars

Natural resources

TOP STORY - RDC: des revenus miniers de l'Etat versés à un proche de Kabila, le Figaro, 3 mars // RD Congo : Dan Gertler, Glencore et la Gécamines de nouveau épinglés par Global Witness, Jeune Afrique, 3 mars // Glencore Paid Gertler's Firm $100 Million Congo Royalties, Bloomberg, March 3

"Glencore Plc paid more than $100 million previously owed to the Democratic Republic of Congo's state mining business to a company controlled by billionaire investor Dan Gertler, according to advocacy group Global Witness."

Randgold's Secret for Congo Mining: Fly People In, Gold, Bloomberg, March 6

HIGHLIGHT – AUDIO - What repealing the US Dodd Frank Act would mean for DRC, RFI, March 4

Burundi

Political & Security crisis

Burundi's flirtation with SADC exposes East Africa's political skeletons, Standard Digital, March 5

Camp des réfugiés burundais de Lusenda : des arrestations inquiétantes, Iwacu, 4 mars

TOP STORY - «Le salaire des putschistes, c'est la mort ou la prison», Iwacu, 4 mars

« Le Conseil national de la jeunesse du Burundi a organisé ce samedi 4 mars une marche-manifestation de soutien aux institutions en place. Difficile de les différencier des affiliés du parti Cndd-Fdd, de par leurs slogans. »

Rwanda

No major press coverage

News from EurAc network and from partner organisations

- Report, SOS Torture Burundi

RAPPORT N°64 DE SOS-TORTURE/BURUNDI PUBLIE LE 4 MARS 2017

By SOS Torture Burundi

5 March 2017

- Press release, Human Rights Watch

Rwanda Held Opposition Official's Wife Incommunicado // Le Rwanda a détenu au secret l'épouse d'un responsable de l'opposition

By HRW

3 March 2017

Interesting statements, research, analysis & campaigns

- Analysis, Nouvel Obs

Un « nazisme tropical » au Rwanda ? Image ou logique d'un génocide

By Jean-Pierre Chrétien

6 March 2017